vernement canadien à la position américaine à l'égard du banc George, savoir que le gouvernement des États-Unis ne reconnaît pas la validité des permis, ou autres autorisations, accordées par le gouvernement du Canada pour explorer ou exploiter les ressources naturelles de toute partie du plateau continental du banc George.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. La question du député me paraît connexe dans la même mesure que celle du député de Saint-Jean-Est. Pour régler le problème, le ministre pourrait peut-être prendre la question initiale comme préavis et la question du député de Saint-Jean-Est pourrait être considérée comme étant complémentaire à la question initiale. Quant à la question du député de Gander-Twillingate, le ministre pourrait peut-être y répondre.

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je tenterai volontiers de répondre à ces deux questions connexes. Pour ce qui est de la dernière, soit celle du député de Gander-Twillingate, il est tout naturel que les États-Unis adoptent cette position, tout comme cela le serait pour nous si nous contestions les prétentions des États-Unis. Nous adopterions la même position, qui ne me paraît pas inhabituelle. Je vais m'enquérir de notre réponse à cette prétention et j'en ferai rapport quand je répondrai à l'autre question.

Quant à nos conversations avec la France, elles sont intermittentes. Je ne saurais dire si elles se poursuivent en ce moment, mais elles ne sont pas rompues définitivement.

* * *

AFFAIRES INDIENNES

COLOMBIE-BRITANNIQUE—LES PÊCHEURS EN CHÔMAGE— LES PROJETS D'ASSISTANCE

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Étant donné que plus de 100 pêcheurs, et il s'agit d'une évaluation prudente, d'origine indienne sur la côte du Pacifique ont dû abandonner la pêche cette année pour diverses raisons, le ministre peut-il déclarer ou annoncer quels sont les projets de son ministère pour remédier à cette situation?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, il s'agit évidemment d'un problème extrêmement complexe. La modernisation et l'adoption des flottes de pêche à la nouvelle politique du ministère des Pêches et Forêts constituent un problème grave. Toutefois, nous offrons de l'aide financière aux Indiens, afin de faire de la concurrence dans ce marché. En ce qui a trait au surplus de main-d'œuvre, des programmes généraux ont été établis afin de procurer à ces gens d'autres emplois ou de les former à d'autres fonctions que celles-là.

[Traduction]

M. Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, il y a un mois aujourd'hui, sauf erreur, le ministre des Pêches avait [M. Howard (Skeena).]

déclaré qu'un nouveau programme de financement serait administré par l'intermédiaire de l'Office d'aide aux pêcheurs indiens. Je voudrais savoir si le ministre est en mesure d'annoncer les détails de ce programme, afin que les Indiens sachent à quoi s'en tenir.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je signale au ministre et au député qu'une déclaration de ce genre ne peut pas être faite maintenant sous forme de réponse à une question. Le ministre pourrait dire s'il est disposé à faire une déclaration à l'appel des motions.

[Français]

L'hon. M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, je ne puis dire à l'honorable député quand nous serons disposés à faire une déclaration à ce sujet.

* * *

LES TRAVAUX PUBLICS

L'AMÉNAGEMENT DE CHURCHILL

[Traduction]

M. Robert Simpson (Churchill): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Travaux publics. Lui-même ou des représentants de son ministère ont-ils eu l'occasion ces derniers temps de conférer avec les représentants du gouvernement du Manitoba au sujet du développement futur de la ville de Churchill et, si oui, le ministre peut-il dire à la Chambre où l'on en est?

L'hon. Arthur Laing (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, nous avons eu une série de consultations avec le gouvernement du Manitoba et avec le premier ministre Schreyer. J'espère et je compte bien que nous pourrions en venir assez prochainement à une entente avec la province du Manitoba.

* * *

LE LOGEMENT

LE RAJUSTEMENT DES TAUX D'INTÉRÊT DES HYPOTHÈQUES DÉJÀ CONSENTIES DANS LE DOMAINE DOMICILIAIRE

[Français]

M. Georges Valade (Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre sans portefeuille responsable du logement et de la Société centrale d'hypothèques et de logement.

Dans son discours de l'autre jour, le ministre a déclaré que le taux d'intérêt sur les prêts pour la construction domiciliaire avait baissé à 7¼ p. 100. Étant donné que la plupart des hypothèques consenties aux fins de la construction domiciliaire, au cours des dernières années, portaient intérêt à 9¼ p. 100, l'honorable ministre entend-il apporter des changements semblables au taux d'intérêt ou accorder un rajustement aux constructeurs?

[Traduction]

L'hon. Robert K. Andras (ministre sans portefeuille): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas dit que le taux des hypo-